

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	5
« Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature » (article 1135 du Code civil)	7
Catherine DELFORGE	
Chapitre 1	
L'article 1135, le Code civil, son origine et sa portée	9
Section 1 Les origines de l'article 1135	9
Section 2 La portée de l'article 1135 à travers l'examen des deux propositions qu'il énonce	11
§ 1. L'article 1135 <i>in limine</i> ou la source première des obligations contractuelles : « ce qui y est exprimé »	11
§ 2. L'article 1135 <i>in fine</i> ou les sources additionnelles des obligations contractuelles : « l'équité, l'usage ou la loi »	12
Section 3 L'article 1135 du Code civil au regard des mécanismes apparentés	18
§ 1. L'article 1135 et l'interprétation des conventions	18
§ 2. L'article 1135 et l'exécution de bonne foi des conventions (article 1134, alinéa 3)	21
Chapitre 2	
Précisions quant aux sources « additionnelles » des obligations contractuelles	23
Section 1 Les suites que la loi donne à l'obligation d'après sa nature	24
Section 2 Les suites que l'équité donne à l'obligation d'après sa nature	25
Section 3 Les suites que l'usage donne à l'obligation d'après sa nature	29
§ 1. Quelques considérations d'ordre général sur la place des <i>us</i> et coutumes en droit privé	30
§ 2. Précisions autour des notions de « coutume » et d'« usage » et de leur application dans le cadre de l'article 1135	38
§ 3. Les conditions positives de l'intégration des usages dans les conventions sur le fondement de l'article 1135 du Code civil	65
§ 4. La liberté contractuelle et les usages de fait	66

Chapitre 3	
Quelques illustrations jurisprudentielles d'une application de l'article 1135	68
Section 1 Point d'arrêt sur deux domaines d'application privilégiée de l'article 1135 en jurisprudence française	68
§ 1. L'obligation d'information et de conseil	68
§ 2. L'obligation de sécurité	71
Section 2 Point d'arrêt sur la décision de la Cour de cassation du 2 février 2006 : le respect des règles de l'art, une suite naturelle du contrat d'entreprise	73
Conclusion générale	76
Force majeure et imprévision en matière contractuelle	81
Jean-François GERMAIN et Yannick NINANE	
Introduction	81
Chapitre 1	
La force majeure	82
Section 1 Notion	82
Section 2 Conditions d'application	83
§ 1. Survenance postérieure à la naissance du contrat	83
§ 2. Absence de faute du débiteur	84
§ 3. Impossibilité d'exécution	96
§ 4. Cas d'application	102
Section 3 Preuve de la force majeure	106
Section 4 Effets de la force majeure	107
§ 1. Effets sur l'obligation inexécutée	107
§ 2. Effets sur le contrat	110
Section 5 Clauses de force majeure	116
§ 1. Liberté contractuelle	116
§ 2. Rédaction de la clause	117
Chapitre 2	
La théorie de l'imprévision	123
Section 1 Notion et fondement	125
§ 1. Définition	125
§ 2. Fondements avancés	127
Section 2 Rejet par la doctrine et la jurisprudence majoritaires	130

Section 3	Tempéraments	131
Section 4	Lois particulières	137
§ 1.	Lois d'après guerres	137
§ 2.	Baux	137
§ 3.	Marchés publics	138
§ 4.	Divorce par consentement mutuel	139
Section 5	Droit comparé	140
§ 1.	Le droit français	140
§ 2.	Les autres droits étrangers	142
Section 6	Textes transnationaux	142
Section 7	La position de la Cour de cassation en matière de vente internationale de marchandise : un premier pas ?	147
Section 8	Pratique contractuelle : les clauses de <i>hardship</i>	151
Conclusion		157
La condition suspensive et la condition résolutoire		161
Commentaire des articles 1168 à 1184 du Code civil		
Cédric EYBEN et Jean ACOLTY		
Chapitre 1		
La notion de condition-modalité		161
Section 1	Définition et classification des conditions-modalités	161
§ 1.	Définition	161
§ 2.	Classification des conditions-modalités	163
Section 2	Les caractères des conditions-modalités	164
§ 1.	L'événement doit être futur et incertain	164
§ 2.	L'événement doit être extérieur au rapport de droit	165
Section 3	Conditions de validité des conditions-modalités	169
§ 1.	L'événement doit, en règle, être indépendant de la volonté des parties	169
§ 2.	L'événement doit être possible, licite, conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs	175
Chapitre 2		
La condition suspensive		177
Section 1	Définition de la condition suspensive	177
Section 2	Effets de la condition suspensive	181
§ 1.	Le temps de l'incertitude	181
ANTHEMIS		217

§ 2. La fin de l'incertitude	184
Chapitre 3	
La condition résolutoire	193
Section 1 Définition de la condition résolutoire	194
Section 2 Comparaison avec d'autres institutions	197
Section 3 Effets de la condition résolutoire	201
§ 1. Le temps de l'incertitude	201
§ 2. La fin de l'incertitude	202
Chapitre 4	
Les restitutions	208
Section 1 Fondement des restitutions	209
Section 2 Modalités d'exécution de l'obligation de restitution	210
Section 3 Le compte de restitution	210
§ 1. Les fruits et intérêts	210
§ 2. Les plus-values et moins-values	211
Section 4 La restitution par équivalent	212
§ 1. L'impossibilité de restituer en nature	212
§ 2. L'évaluation de la contre-valeur en argent d'une chose certaine	213
§ 3. L'évaluation de la contre-valeur en argent d'une prestation	213